



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 358 du 17 novembre 2024

Au sommaire :

- **Vague de licenciements, austérité pour subventionner sans fin le capital... Se réunir, s'organiser nous-mêmes pour préparer la riposte** - *Laurent Delage*
- **De la domination coloniale et impérialiste à l'intégration au marché capitaliste mondial, la révolution permanente à l'œuvre en Afrique** - *François Minvielle*

Vague de licenciements, austérité pour subventionner sans fin le capital... Se réunir, s'organiser nous-mêmes pour préparer la riposte

Après des semaines de comédie parlementaire au cours de laquelle le NFP annonçait la victoire d'un budget « *NFP-compatible* », le vote de l'Assemblée nationale a eu lieu cette semaine : 192 voix pour et 362 contre... Quoi d'étonnant que ce consensus de l'ensemble du bloc réactionnaire, de Renaissance, de LR, du RN, pour subventionner les patrons et dénoncer les impôts quand il s'agit de faire payer les plus riches !

C'est le sens même de ce budget, une politique d'austérité brutale pour continuer d'arroser le patronat d'argent public. Les entreprises ont récupéré 175 milliards de subventions et d'exonérations en 2022, contre 9,4 milliards en 1979. En prenant en compte les « *dépenses fiscales déclassées* », c'est-à-dire les cadeaux fiscaux de ces dernières années, on atteint même les 228 milliards !

Ce détournement d'argent public s'intensifie alors que les plans de licenciements explosent. Le 5 novembre, Michelin a annoncé 1 254 licenciements avec la fermeture des sites de Cholet et de Vannes. Le même jour, Auchan présentait un plan de 2 389 suppressions d'emplois et la fermeture d'une dizaine de magasins. A cela s'ajoutent les 1 120 salariés menacés à Valéo, 450 à Vencorex, 120 à Arkéma,... Dans l'automobile, les travailleurs de la sous-traitance et des équipementiers sont frappés de plein fouet : Walor, Dumarey, MA France, GMD,... La liste s'allonge de jour en jour et les grèves se multiplient dans les usines menacées de fermeture.

Depuis le début de l'année, 66 000 entreprises ont été placées en « *défaillance* », frappant près de 150 000 salariés dans toute une série de petites entreprises. C'est le chiffre le plus haut depuis 15 ans !

La fuite en avant du gouvernement, au service du CAC40 et des actionnaires

Face à cette vague destructrice, le baratin du gouvernement ne fait qu'attiser la colère. Le ministre délégué à l'in-

dustrie, Ferracci, a dû partir sous les huées des grévistes de Michelin à Cholet, après avoir déclaré qu'il allait tout faire pour accompagner les salariés vers... *France Travail* !

Le gouvernement ne sait que répéter qu'il faut maintenir « *la politique de l'offre* », c'est-à-dire continuer d'alimenter la finance par crainte qu'elle ne s'écroule. Une politique qui approfondit la régression sociale et qui n'empêchera en rien le krach annoncé.

Les ministres, les médias, les patrons expliquent aux travailleurs que c'est la faute à la Chine ou à l'Inde, à l'énergie ou aux matières premières trop chères, pour exiger « *plus de compétitivité* » et imposer une exploitation accrue.

Mais la raison de fond de la vague de licenciements, c'est la course effrénée à la rentabilité financière qui étouffe toute la société. Après avoir empoché 55 millions de CIR (Crédit impôt recherche) et des millions de CICE, Michelin vient de verser 1,4 milliard à ses actionnaires de dividendes et de rachats d'actions, un record !

Investir pour satisfaire les besoins élémentaires de la population, pour « *créer des emplois* », n'est pas le problème des capitalistes qui ne visent que le profit. D'autant plus aujourd'hui, alors qu'ils lorgnent vers les Etats-Unis pour spéculer encore davantage. Quant à l'Etat, à leur service exclusif, il ne cherche qu'à attirer les capitaux avec toujours plus de subventions, tout en alimentant les banques et la finance par le remboursement de la dette.

Haro contre le secteur public !

Cette logique financière conduit à un vaste plan de suppressions d'emplois dans le secteur public : 4 000 dans l'éducation, 500 à France Travail, 500 à la filiale Fret SNCF qui doit être démantelée au 1^{er} janvier.

Mais cela ne suffit pas. Kasbarian vient d'annoncer le gel du point d'indice des fonctionnaires pour 2024 et même l'arrêt de la prime Gipa (Garantie du pouvoir d'achat) cen-

sée compenser l'inflation. Il veut même imposer 3 jours de carence sur les arrêts maladie à l'ensemble des agents publics, au nom de « l'inégalité » avec le privé... Toujours la même démagogie visant à s'en prendre à l'ensemble des salarié-es au bout du compte !

La profondeur de l'offensive se mesure à la campagne haineuse des classes dominantes et de leur personnel. Les Echos titrent « *revoilà l'égoïsme syndical gréviste* » pour stigmatiser le refus des 3 jours de carence par les syndicats. Un bel exemple de « l'égoïsme » crasse des serviteurs du CAC40 ! Sarkozy s'en prend aux enseignants, en dénonçant « *le statut de professeur des écoles, [...] c'est vingt-quatre heures par semaine* » et « *six mois de l'année* » ! Les élections américaines les encouragent à se lâcher pour la défense de leurs propres privilèges, à l'image de Kasbarian, félicitant Musk pour sa nomination : « *J'ai hâte de partager avec vous les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie, réduire la paperasse, et repenser les organisations publiques pour améliorer l'efficacité des agents publics* »... Tout un programme !

Face à cette offensive sociale et politique, les directions syndicales restent bien respectueuses des institutions et du dialogue social. Sans même citer la déclaration de guerre contre les fonctionnaires de Kasbarian, elles appellent le 5 décembre à une journée de grève, se vantant d'avoir contraint le ministre à « *leur accorder une audience* » !

C'est pas dans les salons que les travailleur-es imposeront une autre politique, c'est bien au contraire en rendant leur colère la plus contagieuse possible.

Rompre le « dialogue social » pour faire converger les colères

Jeudi dernier, sur le piquet de grève à Vencorex, Sophie Binet a annoncé « *une grande journée de convergence pour l'emploi le 12 décembre prochain* ». Il y a bien évidemment besoin d'une journée de grève interprofessionnelle pour construire une riposte d'ensemble. Mais cela signifie défendre des revendications qui soient des réponses de classe face à la situation et qui rompent avec le dialogue social et la routine institutionnelle.

Sophie Binet s'en tient à réclamer un « *moratoire sur les licenciements* », pour laisser le temps à « *l'équipe syndicale et les pouvoirs publics* » de trouver des repreneurs. Combien de grandes entreprises se sont servis de ces « *repreneurs* », parfois bidon, pour pouvoir fermer une usine comme bon leur semble ! Une politique qui rend les travailleurs dépendants des institutions, des pouvoirs publics et de leurs subventions, et qui renvoie chaque lutte à elle-même, sans perspective de convergence pour construire un véritable rapport de force.

Quant à la question des subventions, les directions syndicales sont tellement intégrées au système qu'elles se

contentent de demander le contrôle sur les aides publiques au patronat, voire, comme le dit la CGT, « *la conditionnalité sociale et environnementale des aides publiques aux entreprises* » ! Il est grand temps d'en finir avec cette politique de subvention au capital, qui ruine les services publics et aggrave la situation des classes populaires.

Organisons-nous, discutons d'un programme pour nos luttes

Nous avons besoin d'une politique de classe, de revendications unifiantes pour donner une perspective à ces luttes qui éclatent dans les usines menacées de fermeture comme dans le public, à la SNCF, à France Travail ou le 5 décembre dans toute la Fonction publique.

Ces luttes se déroulent en ordre dispersé, sans plan d'ensemble pour faire converger les colères, du privé, du public, des précaires et des chômeurs qui vont subir de nouvelles baisses de leurs droits. Mais la cure d'austérité de Barnier et les plans de licenciements dans le privé procèdent de la même politique du capital.

Une politique de convergence des luttes signifie des revendications de classe, politiques, formulant les réponses du monde du travail face à l'offensive actuelle.

Face aux licenciements qui ruinent des régions entières, imposons l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre toutes et tous, sans partage du salaire. Imposons aussi la fin des subventions et des exonérations de cotisations pour financer la santé, l'école, l'aide sociale, les services publics dans les communes, etc.

Il faut aussi en finir avec la dette, ce qui signifie à la fois l'annuler et mettre en place un monopole public bancaire, sous contrôle des salarié-es du secteur et de la population, pour assurer les prêts utiles au fonctionnement de la société.

Nous ne pouvons laisser les capitalistes décider comme bon leur semble, si une usine reste ouverte ou non. Les salarié-es sont les mieux placés pour contrôler les investissements, ce que l'on produit et organiser la réquisition des entreprises menacées. « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* » !

Ce 6^{ème} anniversaire du mouvement des Gilets jaunes vient rappeler à quel point le pouvoir craint la colère contagieuse des masses quand elle sort des appareils et des institutions. Ce sont de tels mouvements de révolte qu'il s'agit de préparer sur notre terrain de classe.

Dans les équipes syndicales, les réunions avec les travailleur-ses, les collectifs militants, réunissons-nous, regroupons-nous pour formuler nos perspectives, populariser notre programme, préparer nos mobilisations en utilisant les journées de grève à venir pour préparer un mouvement d'ensemble.

Laurent Delage

De la domination coloniale et impérialiste à l'intégration au marché capitaliste mondial, la révolution permanente à l'œuvre en Afrique

Les 9 et 10 novembre, Poutine recevait une cinquantaine de hauts dirigeants africains pour renforcer leurs liens avec la Russie, en dénonçant « *le néocolonialisme* » de l'Occident.

La semaine précédente, Macron tentait de convaincre le roi du Maroc d'établir un « *nouveau cadre stratégique* » avec la France, pour que le Maroc soit le « *premier pays hors de l'Union européenne* [avec lequel] *nous nous engageons ensemble aussi intensément* ».

Le roi en a profité pour avancer ses intérêts de petite puissance capitaliste et sceller sa « *réconciliation* » avec la France contre les Sahraouis et l'Algérie, sa rivale au Maghreb. Quelques jours plus tard, il félicitait Trump pour sa réélection, lui qui avait été le premier, en 2020, à tweeter « *une proclamation reconnaissant la souveraineté marocaine* » sur le Sahara occidental... en échange de la reprise des relations officielles entre le Maroc et Israël.

Le message du roi ne pouvait que satisfaire Trump au moment où l'influence des USA en Afrique semble en recul, et que la Chine multiplie les liens avec les dirigeants du continent dont elle est devenue le principal partenaire commercial.

L'Afrique prend sa place dans ce monde « *multipolaire* » issu de la crise d'hégémonie des USA et de ses alliés, face à leurs rivaux, Chine, Russie... La concurrence tous azimuts entre puissances qui cherchent à s'imposer en Afrique, transforme en profondeur les relations entre les anciennes puissances coloniales impérialistes et les pays africains. Leurs dirigeants ne sont plus ni sujets coloniaux, ni serviteurs d'un seul impérialisme, mais bien en position de négocier leur prix, c'est-à-dire celui de l'exploitation de leur classe ouvrière, en tentant de jouer des rivalités entre puissances dans les relations internationales.

Cette bataille permanente fait de l'Afrique le terrain d'une concurrence d'autant plus acharnée que l'économie mondiale, dans laquelle elle est totalement intégrée, est à bout de souffle. Les conséquences sont dramatiques pour les populations. Le continent est le plus frappé par les guerres et la misère, produits de la violence que les puissances colonialistes et impérialistes, dont la France, ont exercé et continuent d'exercer sur lui.

En cherchant à tirer profit des transformations des pays d'Afrique, les multinationales poursuivent celles-ci et les accélèrent, provoquant une explosion de l'urbanisation, le développement rapide d'un prolétariat moderne, nouvelle force plongée dans l'arène de la lutte des classes internationale.

L'Afrique transformée par un développement accéléré sous la férule des multinationales et de la concurrence mondiale

Après la 2nde Guerre mondiale, les luttes d'indépendance dans les colonies, immense révolution de trois décennies, transformant les conditions d'existence de centaines de millions de personnes, avaient imposé aux grandes puissances la création de nouveaux Etats. Elles ont libéré aussi les productions locales de la soumission aux « *marchés exclusifs* » des monopoles des Etats coloniaux, portant dorénavant ces richesses sur le marché mondial pour les vendre au plus offrant, marché encore dominé jusqu'à il y a peu par les puissances colonialistes et impérialistes.

En effet, dans un premier temps, les rapports de forces issus du colonialisme ont continué à favoriser les anciens monopoles d'Etat, d'autant que nombre des nouveaux dirigeants nationalistes avaient négocié avec leurs ex-puissances coloniales des accords commerciaux. Mais une brèche s'ouvrait, et malgré l'acharnement et la puissance des impérialismes, les rapports exclusifs ont pris fin, ouvrant la voie à la concurrence entre multinationales.

Par exemple, le pétrole du Gabon a d'abord été exploité, à partir de 1956, juste avant l'indépendance, par la Société des Pétroles d'Afrique Equatoriale Française, entreprise d'Etat, ancêtre d'Elf et Total, qui contrôlait la totalité de la production débutante du pays. Cinquante ans plus tard, Total est toujours présent mais la production est entre les mains de plusieurs multinationales et d'une compagnie de l'Etat gabonais. Leur premier client est la Chine.

Alors que son développement avait connu un terrible coup d'arrêt provoqué par les siècles de saignée esclavagiste et de domination coloniale, en quelques décennies, le continent a été transformé sous le fouet de la rapacité de groupes capitalistes du monde entier qui ont accaparé les ressources naturelles, les matières premières, de vastes étendues de terres, détruisant les anciens modes de vie, menaçant des ressources vitales pour les agriculteurs et les éleveurs, provoquant un énorme exode rural. Plus de la moitié de la population vit en ville, 600 millions d'urbains contre 27 millions en 1950. Le nombre de villes de plus d'un million d'habitants est passé en quarante ans de 4 à plus de 40.

Si 80 % des exploitations agricoles relèvent d'une petite agriculture paysanne, des superficies cultivables de plus en plus importantes sont l'objet de prédation par des multinationales.

Les mines et les industries vitales pour les productions les plus modernes ont été développées à marche forcée par des multinationales qui structurent et dominent l'ensemble de l'économie, dont bien peu encore sont africaines, comme la Sonatrach algérienne (pétrole et gaz) ou la Sasol d'Afrique du sud (pétrole et charbon).

Charbon, pétrole, gaz, uranium, or, cobalt, platine, chrome, coltan, cuivre... les matières premières du continent ont été intégrées par les multinationales dans leurs

« chaînes de valeurs », les faisant transformer encore, pour la plupart, sur les autres continents.

Cette industrie d'extraction a développé un prolétariat important. Et si l'agriculture continue d'employer près d'un travailleur sur deux, dont beaucoup de femmes sans aucun statut (rapport de l'OIT de 2020), cette proportion est en recul et les salariés de l'extraction et de l'industrie représentent près de 25 % des emplois au nord et au sud, et autour de 10 % dans nombre d'autres pays, un salariat en forte croissance auquel s'ajoute nombre d'employés du tertiaire.

Ce nouveau prolétariat indispensable à la mondialisation subit la violence de l'exploitation capitaliste, de la misère, du chômage, de la malnutrition, de l'exode rural qui conduit vers des bidonvilles gigantesques, favorisant les épidémies, avec un accès très réduit à l'éducation et à la santé.

Dans une économie mondiale à bout de souffle, l'exploitation du continent africain exacerbée par un capitalisme prédateur, de dépossession

Cette misère illustre le cynisme mensonger de la propagande capitaliste du développement par « *le cercle vertueux de la croissance* ». La croissance est là aussi celle des profits qui s'accumulent, pour le compte de quelques millionnaires et milliardaires, par une bataille acharnée pour s'approprier les richesses tirées du travail par la surexploitation, le pillage des matières premières, la guerre, l'endettement, une dépossession accrue.

La dette publique a explosé en Afrique aussi, augmentant de + 183 % depuis 2010 (1800 milliards de dollars fin 2022), favorisant la mainmise des groupes financiers internationaux sur le continent. En septembre, au 9^{ème} forum sino-africain, la Chine annonçait un nouveau prêt de plus de 50 milliards de dollars, après 40 milliards en 2021, 60 milliards en 2018... Elle détient ainsi entre 10 et 12 % de l'endettement du continent. L'essentiel, 42 %, sont possédés par des groupes financiers privés occidentaux, comme les fonds de pensions, et 38 % par des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale...). Autant de parasites qui au nom de « *l'aide au développement* » s'approprient des rentes faramineuses : plus de 443 milliards payés en 2022 par les « *pays en développement* » à leurs créanciers. Avec le ralentissement de l'économie mondiale, d'un côté les prêteurs avancent moins d'argent, et de l'autre certains pays, comme le Kenya, sont dans l'incapacité de payer, un cercle vicieux contribuant à l'aggravation de la crise mondiale.

Le pillage des matières premières s'est aggravé et est à l'origine de nombreux conflits ou coups d'Etat, où il ne faut pas chercher loin les liens avec les multinationales.

Par exemple, l'uranium du Niger a connu, comme le pétrole au Gabon, une tentative de mainmise de l'Etat français au moment de l'indépendance en 1960. De Gaulle avait imposé dans des accords « *l'obligation de réserver*

les matières premières stratégiques en priorité à la République française », à travers le monopole d'Etat qu'était la Cogema (devenu Areva puis Orano). En échange, certains politiciens nigériens accédaient à une part des profits, en dirigeant des filiales communes avec la Cogema. Ces rapports obligés ont été dissous progressivement par la concurrence.

Les décennies d'exploitation de l'uranium ont fait des dégâts terribles : taux de cancers élevés, environnement détruit et chômage maintenant que certaines mines sont en fin de production. La colère est profonde, aussi bien contre Orano et l'armée française à son service qui a dû quitter le pays, que contre les anciens présidents Issoufou et Bazoum. En 2020, de nombreuses manifestations ont éclaté et la répression a fait plusieurs morts, discréditant davantage encore les sommets de l'Etat. Les militaires qui ont renversé ce pouvoir haï en juillet 2023 n'ont eu qu'à détourner cette colère pour instaurer leur propre pouvoir... et renforcer leurs liens avec les dirigeants russes.

A l'instar des sommets nigériens, nombre de dirigeants africains se battent pour monnayer l'exploitation des ressources et de la classe ouvrière de leur pays dans les relations internationales. Le président rwandais Kagame a beau prétendre que « *L'Afrique n'est le prix à gagner ou à perdre pour personne* », cette bataille procure des gains pour les classes dominantes et provoque des pertes terribles pour les populations, à travers les guerres qui se multiplient.

Sahel, Soudan, Congo : les guerres intra-étatiques produits de la concurrence et de la décomposition des Etats...

L'ensemble du Sahel voit la colère grandir depuis des années contre le pillage des puissances occidentales, les gouvernements qui leur sont affidés, et les conséquences de la décomposition des Etats incapables d'assurer le minimum vital.

C'est sur ce terreau que se sont développés les groupes djihadistes et les diverses milices présents dans cette zone, Ansar Eddine, Etat Islamique au Grand Sahara, Al-Qaïda au Maghreb islamique, Boko Haram, et bien d'autres auxquels il faut ajouter des milices communautaires. En concurrence et en conflit entre eux et contre les Etats, ils habillent d'un discours religieux intégriste leurs objectifs bien matériels : contrôler et taxer les populations, soumettre les femmes, prélever leur dîme sur les voies commerciales du Sahel, profitant de la multiplication des trafics et de l'affaiblissement des Etats.

D'après le rapport « *Évaluation des risques liés à la sécurité climatique en Afrique* », cette situation est aggravée par la sécheresse frappant les pays de l'Est et du Sud, et les inondations graves touchant le Sénégal, après le Mali, le Burkina Faso, le Tchad ou le Nigeria. A la COP 29, le représentant du Malawi parlant pour les « *pays les moins avancés* » vient de dénoncer la financiarisation du droit à polluer et l'objectif d'une « *limite de réchauffement de 1,5 °C. Ce chiffre, c'est déjà trop pour nous* ».

Les catastrophes climatiques font des dégâts dans l'agriculture, et sont exploitées par les forces armées qui pallient les carences des Etats... et le font payer cher aux populations.

De nombreux pays sont frappés par des guerres intra-étatiques, où des bandes armées sont directement ou en sous-main au service des multinationales.

Parfois à une petite échelle, comme en République centrafricaine, où une brasserie de la multinationale Castel a été attaquée en 2023 par des milices de Wagner soutenant un concurrent. Castel avait fait appel de son côté à une autre milice, Unité pour la paix en Centrafrique, impliquée dans des razzias, pillages, villages brûlés, meurtres de masse...

Au Soudan, la population est victime d'une des pires crises humanitaires au monde. La guerre a fait plus de 150 000 victimes civiles, près de 13 millions de déplacés, 26 millions en situation de sous-nutrition, plus de 8 millions frappés par la famine. Elle est présentée comme un conflit entre deux généraux, mais les causes sont bien plus profondes. Depuis l'indépendance, le « *diviser pour mieux régner* » de l'impérialisme britannique a débouché sur une guerre civile quasi permanente, avec le contrôle du pétrole comme objectif. En 2011, le pays a fini par exploser en deux, avec à la manœuvre, la multinationale suédoise Lundin Oil. Ses deux principaux dirigeants sont en procès pour « *complicité de crimes de guerre* », accusés d'avoir utilisé l'Armée populaire de libération du Soudan comme « proxy » dans une guerre par procuration pour obtenir l'indépendance du Sud Soudan et la mainmise sur son pétrole. L'indépendance du Sud a laissé le Nord dans une misère encore plus terrible, provoquant des émeutes de la faim en 2013 contre le dictateur Omar el-Bechir au pouvoir depuis 1989. Les révoltes, malgré la répression, se sont renouvelées pendant cinq ans et ont obligé l'armée à renverser le tyran en 2019, avant de réprimer le soulèvement populaire. Les deux généraux assassins se disputent depuis les richesses du pays, avec derrière l'un, l'Égypte, l'Iran, le Qatar, et derrière l'autre, les Emirats arabes unis.

En République démocratique du Congo, la guerre dure depuis plus de trente ans, elle a fait entre 6 et 10 millions de morts et plus de 7 millions de déplacés. Le pays est passé sous le règne de milices, certaines liées aux pouvoirs voisins du Rwanda, d'Ouganda, face à un pouvoir central impuissant à assurer son contrôle sur le pays. Elles cherchent à s'accaparer les richesses minières comme le cobalt. Des centaines et des milliers de tonnes de minerais sont vendues aux multinationales, par l'intermédiaire de petites sociétés liées aux groupes armés qui exploitent les travailleurs des mines dans les pires conditions, et qui se disputent le contrôle des territoires, au prix de nombreuses victimes.

Ces guerres propagent la misère, en détruisant les infrastructures, les terres agricoles, et à ces drames s'ajoutent ceux des migrations. Les réfugiés de guerre représenteraient l'an dernier 36 millions de déplacés, 44 % des déplacés du monde.

... et de la bataille entre grandes puissances pour dominer le continent

Derrière ces conflits, il y a la bataille des puissances occidentales, les USA et leurs alliés dont la Françafrique, acharnés à maintenir leur domination héritée de l'époque impérialiste et colonialiste, enrayer leur déclin, face aux nouvelles puissances.

La presse évoque « *le rendez-vous manqué* » des USA avec l'Afrique. Au Sahel, son armée a été obligée de se retirer du Tchad, puis du Niger, comme peu de temps auparavant l'armée française. Partout, la puissance états-unienne est confrontée à l'influence russe, et surtout chinoise, même si sur le plan de la dette, les fonds de pensions occidentaux restent les premiers créanciers du continent.

Côté Françafrique, les dernières opérations militaires ont tourné au fiasco, témoignant du déclin de l'impérialisme français. Prétendant aider le pouvoir malien pour lutter contre le terrorisme, Hollande avait engagé en 2013 l'opération Serval pour défendre les intérêts des multinationales françaises. L'opération avait été renforcée en 2014, devenant Barkhane, plus de 5000 soldats, pour un coût total de plus d'un milliard d'euros.

Plus de 2800 djihadistes auraient été tués, 58 soldats français, sans doute des centaines de victimes dans les armées des Etats africains, et des milliers de civils. L'armée française a provoqué sa détestation, accusée d'exactions, obligée de se retirer. Entre 2020 et 2023, il y a eu une succession de coups d'Etat, au Mali, en Guinée, au Tchad, au Burkina Faso, au Niger. Les milices russes Wagner, renommées cyniquement « Africa Corps », y ont gagné en influence. Un échec total pour la domination française.

Face à ces vieilles puissances en déclin, les nouveaux pays capitalistes des BRICS, malgré la concurrence entre eux, prétendent incarner de nouvelles relations avec les pays africains. Parmi eux, certains, comme l'Afrique du Sud, postulent à dominer leurs zones d'influence ou à diriger d'autres regroupements, comme la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ou feu le G5 Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad). Mais derrière les promesses de nouvelles relations, ce sont des rapports de domination capitalistes qui se nouent, sans aucune perspective pour les peuples, qui provoquent et provoqueront à leur tour des révoltes.

Au dernier sommet à Moscou, Xi Jinping a prétendu que « *Les Brics sont la plateforme la plus importante de solidarité et de coopération des marchés émergents et des pays en développement* ». Il se félicite des prêts, des investissements, du « *soft power* » comme les écoles supérieures pour former les « *élites* » ... mais il anticipe les conflits à venir et installe sa première base militaire à Djibouti.

La Chine, elle-même anciennement dominée, devenue 2^{ème} puissance mondiale, bouscule la donne pour gagner sa place sur le marché mondial. L'Afrique, comme le reste du monde, est déstabilisée par le développement d'un

capitalisme multipolaire dans une période dominée par une instabilité croissante, facteur de crise, de guerre mais aussi de soulèvements populaires, de révolutions.

Exacerbation des contradictions et formation d'un nouveau prolétariat, la révolution permanente à l'œuvre

Au-delà de la Chine, c'est l'ensemble des multinationales qui, en participant à l'accélération des transformations de l'Afrique, exacerbe les contradictions qui créent les conditions de processus révolutionnaires, en particulier par l'intégration d'un jeune prolétariat aux réseaux mondialisés de la production, prolétariat aussi en lien avec une fraction du prolétariat des vieilles puissances impérialistes.

Des centaines de millions de travailleuses et travailleurs participent à la production des richesses et en sont presque totalement dépossédés, subissant des conditions de vie d'un retard terrible par rapport à la modernité de ces richesses. Un système où près de 700 millions d'Africains, sur 1,3 milliard, ont un smartphone, mais seulement 500 millions ont accès à l'eau potable, ne peut pas tenir.

Les conditions de travail et d'existence de ces millions de travailleuses et travailleurs font qu'ils sont à la fois connectés au reste du monde et en première ligne pour prendre conscience que le capitalisme ne porte aucun avenir pour eux, si ce n'est les guerres, la crise climatique, les épidémies, la misère... mais aussi que sans eux, l'ensemble de la chaîne ne peut pas fonctionner.

Des centaines de millions de personnes ont été arrachées à un ancien mode de vie, projetées brutalement dans les conditions d'existence d'un prolétariat moderne voyant se dissoudre les vieux rapports sociaux. La situation des femmes change. La conscience des oppressions aussi.

Ce nouveau prolétariat est, malgré tous les obstacles, lié à celui des vieilles citadelles capitalistes, à travers les migrations. L'acharnement des classes dirigeantes occidentales à fermer les frontières, chasser les sans-papiers, distiller partout le poison du racisme, est à la mesure de la peur qu'elles ont de ce que pourrait donner l'unité des travailleur-se-s de toutes origines, conscients qu'ils ont les mêmes intérêts.

En transformant les conditions d'existence, le capitalisme transforme en même temps les consciences de millions de jeunes africaines et africains, comme il transforme celles des classes populaires au Bangladesh, en Iran, en Chine... et aussi dans les vieux bastions capitalistes. En Afrique, les grèves de la classe ouvrière sont nombreuses et participent à ces transformations des consciences. Une nouvelle génération se forme dans les combats contre l'inflation, la vie chère, la guerre, contre le chaos climatique, contre les dictatures, pour les droits démocratiques, contre des forces réactionnaires, xénophobes et nationalistes qui progressent aussi sur le continent... Autant de luttes qui amènent à prendre conscience de la nécessité de prendre le problème à la racine, le mode de production reposant sur la propriété privée capitaliste et de s'organiser pour se battre pour l'avènement d'un autre mode de production, socialiste, communiste.

François Minvielle